



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : communistes-hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org

26/10/2023

Développer l'offensive face au gouvernement et au patronat et faire entendre la voix des travailleurs, des retraités, de la jeunesse !

Entre juillet et septembre, la France comptait 17.400 personnes supplémentaires inscrites sans activité à Pôle Emploi. Avec cette hausse de 0,6%, le nombre d'inscrits sans aucune activité (catégorie A) atteint un peu plus de 3 millions de personnes. Le ralentissement général de l'activité dans l'Hexagone¹ et dans le monde pourrait porter le taux de chômage à près de 8% en fin d'année. Les prix flambent et les salaires sont bloqués, ce qui diminue la consommation. Il devient impossible d'acheter un logement ou une voiture. L'immobilier plonge dans la crise et la récession menace. Les crédits immobiliers de 22 milliards mensuels en mai 2022 sont passés à moins de 10 milliards en août dernier.

Le carburant frise les 2 euros le litre. Les prix de l'alimentaire ont pris 20 % en deux ans. Chaque passage au supermarché, chaque plein à la pompe, chaque facture est source d'angoisse.

Mois après mois, des travailleurs sous-payés, des chômeurs mal indemnisés, des jeunes sans revenu ou des retraités aux petites pensions sont poussés vers la pauvreté.

Le 23 octobre, Olivier Dussopt n'a pas caché sa joie, le ministre du Travail s'exclame: « *Très heureux que les députés et sénateurs aient trouvé un accord sur le Projet de loi (PJJ) Plein Emploi ! [Un] meilleur accompagnement pour les demandeurs d'emploi et allocataires du RSA.* »

Les sénateurs et députés réunis en commission mixte paritaire se sont accordés sur une version finale du texte, pour être adopté par les deux chambres. Au cœur du projet de loi, se trouvent la transformation de *Pôle emploi* en *France Travail* et le conditionnement du versement du revenu de solidarité active (RSA). Le gouvernement brandit le bâton pour obliger les titulaires du RSA à travailler au moins 15 heures par semaine. Toutes les personnes sans emploi devront, d'ici 2025, s'inscrire à *France Travail* et signer un contrat d'engagement : pour toucher leur allocation mensuelle de 607 euros versée par la CAF. Le non-respect de l'engagement à faire ces 15 heures conduira à une suspension, voire une suppression du versement de l'allocation *conduisant à priver intégralement de ressources, empêchant les bénéficiaires de subvenir à leurs besoins élémentaires*. C'est inadmissible. La nature des activités reste floue. Sur le site du ministère du Travail, il est question « *d'immersion en entreprise pour affiner son projet professionnel* », « *d'obtention du permis de conduire* », de « *démarches d'accès aux droits* » ou encore de « *participation à des activités dans le secteur associatif* », ce que confirme la sénatrice (LR), Pascale Gruny, rapporteuse du texte. Le Président de la commission des affaires sociales au Sénat, Philippe Mouiller (LR) complète : « *Ça peut être de l'accompagnement administratif, du temps donné à une collectivité, à une association...* »

Peu importe comment est l'emballage, le Parti Révolutionnaire Communistes dénonce un passage vers du travail gratuit.

Le gouvernement persiste et signe ses attaques contre les plus précaires : après ce conditionnement du RSA, la réforme de l'assurance chômage ou encore le contrôle des demandeurs d'emploi.

Tout cela montre la mascarade du gouvernement et des organisations patronales avec la conférence sociale du 19 octobre, ce leurre pour acheter la paix sociale, comme nous le disions il ne fallait rien attendre de cette mystification. Ce vendredi 20 octobre, les directions syndicales cautionnent encore une fois ce « *dialogue social* », la grande majorité des directions syndicales de la Fonction Publique ont signé un nouvel accord avec

Stanislas Guérini sur la prévoyance santé des agents. L'accord est avant tout une manière pour Guérini de maintenir l'illusion du *dialogue social*, en vue des attaques prochaines sur les services publics, pour mieux poursuivre son projet de destruction du statut des fonctionnaires et des services publics. En effet, après avoir coupé le budget des collectivités territoriales et supprimé des milliers de postes, le gouvernement prévoit une nouvelle réforme XXL de la fonction publique dans la continuité de celle mise en place de 2019. Une offensive d'ampleur face à laquelle les directions syndicales doivent riposter et donc rompre avec la logique du *dialogue social*.

Face à cette nouvelle attaque, il s'agit de construire un plan de bataille offensif contre la réforme Guérini et la loi de 2019 et plus largement contre la casse des services publics. Une perspective à défendre dans le cadre des revendications qui posent la question de l'indexation des salaires sur l'inflation et des augmentations générales des salaires pour toutes et tous.

Si les fonctionnaires employés dans les fonctions publiques d'État et hospitalière vont toucher fin octobre une prime dite « *pouvoir d'achat* » pouvant aller de 300 à 800 euros, c'est un cataplasme sur une jambe de bois. Les travailleurs ont besoin de salaires qui ne soient pas inférieurs à 2 200 euros pour vivre dignement. Imposons que les salaires augmentent de 400 euros immédiatement. Tous les salaires, toutes les pensions et les allocations doivent être indexés sur la hausse des prix !

Les profits des capitalistes sont réalisés en volant les travailleurs! Les industriels français se réjouissent d'avoir gagné en compétitivité! Les salaires ont augmenté moins vite en France que chez leurs concurrents chinois, américains ou allemands. Aux États-Unis, les travailleurs de l'automobile font grève pour des augmentations de salaires, là-bas comme ici, la seule façon de faire plier les patrons et l'État c'est la grève, car rien ne sort du *dialogue social*. Pour gagner, il faut toucher à la machine à profits des capitalistes.

Plus que jamais face à l'autoritarisme du gouvernement il y a urgence à s'exprimer haut et fort et dire non à la répression du syndicalisme de classe et des libertés collectives, non à la criminalisation des défenseurs du peuple palestinien.

La dérive autoritaire et dictatoriale de Macron et d'Attal n'a plus de limite. En réaction aux perturbations pendant les hommages aux enseignants à Dominique Bernard et à Samuel Paty, Gabriel Attal a annoncé l'exclusion de 183 élèves du système scolaire. Une mesure inédite dans la lignée des nombreuses offensives réactionnaires prises par le ministre depuis son arrivée à la tête du ministère de l'Éducation nationale. Un saut autoritaire à l'école, il annonce « *travailler à des mesures* » pour « *sortir les élèves radicalisés des établissements scolaires* ». Des accusations aux contours flous qui sonnent comme un prétexte pour une nouvelle offensive réactionnaire de la part du ministre. L'État n'hésite pas à réprimer tout ce qui bouge. La droite et l'extrême-droite s'empressent de féliciter le gouvernement, affirmant que le ministre a « *raison* ». Un moyen, aussi, de mettre au pas une jeunesse dont l'embrigadement dans le Service national universel (SNU) sera bientôt obligatoire. Des mesures sécuritaires et une dégradation des conditions de travail contre lesquels des personnels de l'enseignement s'indignent et exigent des moyens massifs contre les politiques qui dégradent toujours plus l'éducation. Notre parti contribue à faire s'exprimer la colère et organiser la riposte !

« *On nous fera pas taire* » a déclaré le secrétaire-général de l'UD-CGT 59 après son arrestation samedi (voir article), « *on continuera le combat qu'on doit mener!* » a-t-il dit justement Il a raison s'engager dans la lutte contre la politique de Macron est le seul chemin.

Continuer à lutter, développer partout la lutte de classe de plus en plus fort contre l'exploitation capitaliste, contre la politique de régression sociale du pouvoir.

A l'appel des organisations syndicales, des milliers de retraités ont manifesté le 24 octobre pour réclamer une augmentation de leur pension. Les 5,2 % de hausse prévue au 1^{er} janvier 2024 seront loin du compte. Car en deux ans, les prix de l'alimentation, sans parler du reste, ont réduit de nombreux retraités à compter sur les associations caritatives pour manger. Bruno Le Maire a reconnu : « *On ne reviendra pas aux prix d'avant* ».

Le combat pour imposer une hausse des retraites, des salaires et des allocations, et leur indexation sur l'évolution des prix est plus que jamais une nécessité. Nous ne devons compter que sur nos propres forces pour imposer nos revendications et refuser la régression que veut nous imposer la société capitaliste société.

⁽¹⁾L'OFCE vient de publier ses dernières prévisions sur l'avenir de l'activité économique française. Le gouvernement prévoit une croissance du PIB à 1,4 % l'an prochain, la Banque de France est à 0,9 % et l'OFCE à 0,8 %. La Banque centrale européenne (BCE) en remontant rapidement les taux d'intérêt sur un an entre l'été 2022 et l'été 2023 a déjà coûté 0,4 point de croissance cette année et cela devrait passer à 0,9 point l'an prochain.